

## COMITÉ SYNDICAL

Séance du 8 décembre 2023

\*\*\*

### Délibération 2023\_12\_43

\*\*\*

#### **Objet:** Instauration de la prime Pouvoir Achat

Le huit décembre deux mille vingt-trois, à neuf heures et trente minutes, à Nantes, s'est réuni le comité syndical du SYLOA, dûment convoqué par courrier en date du vingt-trois novembre deux mille vingt-trois, signé par le Président du SYLOA.

#### **Étaient présents : 11 (pour 18 voix)**

---

M. Jean-Sébastien GUITTON (4 voix); M. Jean-Claude LEMASSON (4 voix); M. Claude CAUDAL (1 voix); Yannick BENOIST (1 voix) ; M. Jacques MONCORGER (1 voix); M. Roger GUYON (1 voix) ; M. Jean-Marc MÉNARD (1 voix); M. Thierry COIGNET (1 voix); M. Olivier DEMARTY (1 voix); M. Pierrick GUEGAN, suppléant de Mme Christine CHEVALIER (2 voix); M. André LE BORGNE suppléant de M. Daniel GUILLÉ (1 voix).

#### **Absents représentés: 9 (pour 18 voix)**

---

Mme Chloé GIRARDOT-MOITIÉ (3 voix) donne pouvoir à M. Jean-Sébastien GUITTON ; M. Jean-Luc SÉCHET (3 voix) donne pouvoir à M. Jean-Claude LEMASSON; M. Rémy ORHON (3 voix) donne pouvoir à M. Jacques MONCORGER; Mme Sylvie GAUTREAU (1 voix) donne pouvoir à M. Thierry COIGNET ; M. Christophe DOUGÉ (1 voix) donne pouvoir à M. Yannick BENOIST; M. Joseph DAVID (2 voix) donne pouvoir à M. Pierrick GUEGAN; M. Éric PROVOST (3 voix) donne pouvoir à M. Jean-Marc MÉNARD; M. Luc NORMAND (1 voix) donne pouvoir à M. Claude CAUDAL; M. Jean CHARRIER (1 voix) donne pouvoir à M. Olivier DEMARTY.

#### **Absent excusé:**

---

M. Jacques ROBERT ; M. Jean-Pierre BRU

#### **Assistaient également :**

---

Mme Julie PIERRE (Responsable du pôle SAGE); Mme Laurence LE ROY (Responsable du pôle GEMAPI); M. Antoine RICOLLEAU (Responsable du pôle administratif); Mme Véronique MERLET (Assistante administrative-comptable).

**Nombre de votants:** 20 (dont 9 pouvoirs) pour un total de 36 voix.

**Secrétaire de séance:** Thierry COIGNET

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 4, L. 712-13 et L. 713-2 ;

Vu le décret n° 2023-702 du 31 juillet 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 28 novembre 2023;

Le Président rappelle au comité syndical que le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 permet aux organes délibérants d'une collectivité territoriale ou de ses établissements publics administratifs d'instituer pour certains agents publics une « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire ».

Il appartient au comité syndical du SYLOA de se prononcer sur l'instauration et les montants de cette prime.

## 1. BÉNÉFICIAIRES

Bénéficieront de cette prime, les agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) et les assistants maternels et assistants familiaux mentionnés à l'article L. 422-6 du Code de l'action sociale et des familles qui remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sont exclus du bénéfice de la prime:

- Les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur.
- Les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation.

## 2. MONTANT

Le montant forfaitaire de la prime est déterminé comme suit:

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant brut maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

La rémunération brute perçue pendant la période de référence sera déterminée dans les conditions prévues aux articles 3 et 6 du décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023.

Le montant de la prime, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période mentionnée ci-dessus.

### 3. ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

La prime sera versée aux agents employés et rémunérés par l'établissement au 30 juin 2023 et qui remplissent les conditions ci-dessus mentionnées.

Les agents territoriaux qui ont quitté le syndicat à la date de la délibération et qui remplissent les conditions ci-dessus exposées bénéficieront également de cette prime.

L'attribution fera l'objet d'un arrêté individuel du Président.

### 4. VERSEMENT ET CUMULS

La prime sera versée en une fois avant le 30 juin 2024.

La prime est cumulable avec toutes les primes ou indemnités perçues par l'agent.

*Après en avoir délibéré,  
le comité syndical à l'unanimité:*

- **Adopte** le principe et les montants de la « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire » tels qu'exposés,
- **Inscrit** les crédits nécessaires en dépenses au chapitre 012 du budget du syndicat.

Fait à Nantes, le 8 décembre 2023

Le Président,  
Jean-Sébastien GUITTON

